

CONTENU

Situation de la sécurité alimentaire.....1
 Risques actuels.....2
 Perspectives pour le bétail.....2
 Insuffisances de semences.....3
 Situation des marchés.....3
 Sécurité alimentaire et modes de vie.....3
 Etude de case : la lutte contre les criquets pèlerins.....4

SOMMAIRE ET IMPLICATIONS

L'avènement, dans quelques semaines, de la période de soudure est précédé par une nette aggravation de la situation alimentaire pré existante. Il se caractérise par une détérioration des indicateurs locaux liés aux revenus des ménages, à la situation nutritionnelle des enfants, à l'accès des populations et leurs animaux à l'alimentation.

A la dégradation des situations économiques locales, se cumulent, en avril, la fin des cultures de contre saison générateurs de fruits, de légumes et de tubercules et les pressions financières exercées sur les ménages, par la préparation des champs.

Face à l'état alimentaire des ménages pauvres des zones agro pastorales et aux perspectives d'une aggravation ultérieure des conditions des populations et du bétail, les actions urgentes d'assistance, élaborées dans le cadre du plan consensuel d'urgence et ciblant les ménages pauvres et le bétail des zones agro pastorales, devraient être mises en œuvre sous forme d'actions intégrées, adaptées aux exigences locales.

CALENDRIER SAISONNIER



RESUME DES RISQUES

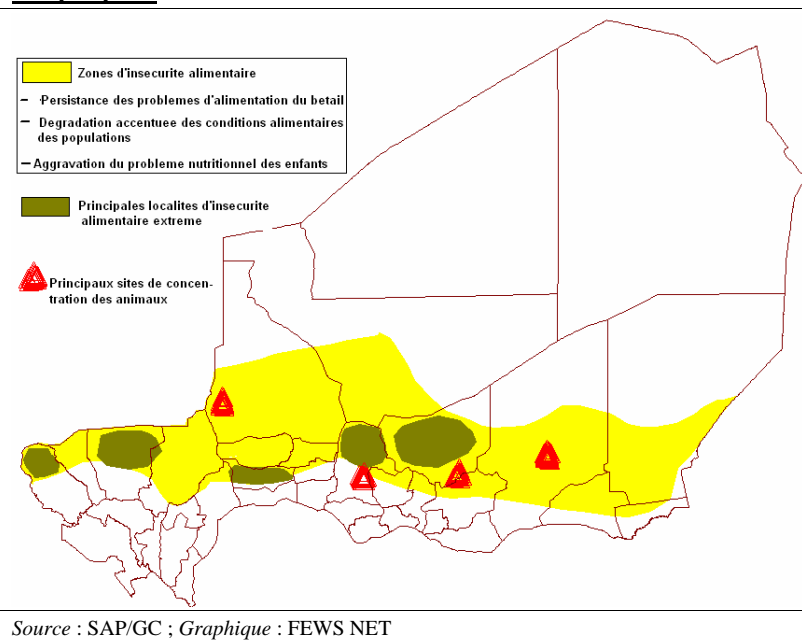
- L'inaccessibilité des ménages pauvres de la zone agro pastorale aux produits céréaliers, provoquée par les coûts élevés et les insuffisances de disponibilité, les contraint à s'alimenter presque exclusivement de grains et herbes sauvages dont la disponibilité pourrait devenir précaire en juin. Ces perspectives pourraient alors exposer les ménages pauvres à de plus grandes difficultés d'accès à la nourriture entre juin et Août.
- La dépendance des ménages, d'une alimentation faible en apports nutritionnels, se traduit, depuis janvier 2005, par une tendance progressive à l'augmentation significative des cas de malnutrition surtout chez les enfants de moins de 5 ans. Les perspectives d'une détérioration ultérieure des conditions d'alimentation des enfants pourraient provoquer une recrudescence des maladies d'origine nutritionnelle.
- La rareté des points d'eau et de fourrage concentré, en avril, dans des poches de pâturage au nord et les champs de agriculteurs, continue à affecter négativement l'embonpoint des animaux et leurs valeurs marchandes. La remontée imminente du bétail vers le nord, suite à la libération des champs, exigée par les agriculteurs, pourrait soumettre les animaux à des privations significatives d'alimentation et d'eau. Les dépenses d'énergie liées au déplacement vers le nord d'animaux organiquement faibles pourrait engendrer des pertes dont l'importance dépendrait du niveau d'assistance alimentaire que l'Etat et ses partenaires pourraient apporter.
- Au vu des pressions alimentaires entre les mois de novembre et avril, une grande partie des ménages pauvres de la zone agro pastorale a consommé ses réserves de semences constituées à la fin de la saison agricole 2004. L'absence de ces produits pourrait les priver de semences adaptées dont ils auraient besoin dès l'avènement des premières pluies utiles en Juin.

SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

On assiste, en avril 2005, à une détérioration avancée de toutes les ressources naturelles utilisées par les ménages et le bétail de la zone agro pastorale pour leur survie. A l'intérieur d'une zone agropastorale soumise à l'insécurité alimentaire croissante se trouvent les localités les plus affectées dont celles situées au nord des départements de Tanout, Dakoro, Illéla, Tera et Ouallam. La faible disponibilité de produits céréaliers et les prix élevés contraignent les ménages à une consommation importante d'aliments sauvages.

Les importants déficits fourragers enregistrés à l'issue de la saison agricole 2004, ont provoqué le départ précoce d'un nombre d'animaux, estimé entre 60 et 70% du cheptel du pays, vers principalement le Nigéria, le Burkina Faso, le Bénin et le Tchad. Les animaux restés à l'intérieur des frontières nationales sont actuellement concentrés dans les ranches, les centres de multiplication et des poches de pâturage dont celles des localités de Zinder (Ouest Tesker, Tanout), de Maradi (Gadbedji).et de Filingué (Taïba). Ils subissent d'énormes contraintes alimentaires et des pressions des agriculteurs pour quitter leurs champs en prélude à la saison hivernale.

Graphique 1 : Situation des zones d'insécurité alimentaire extrême



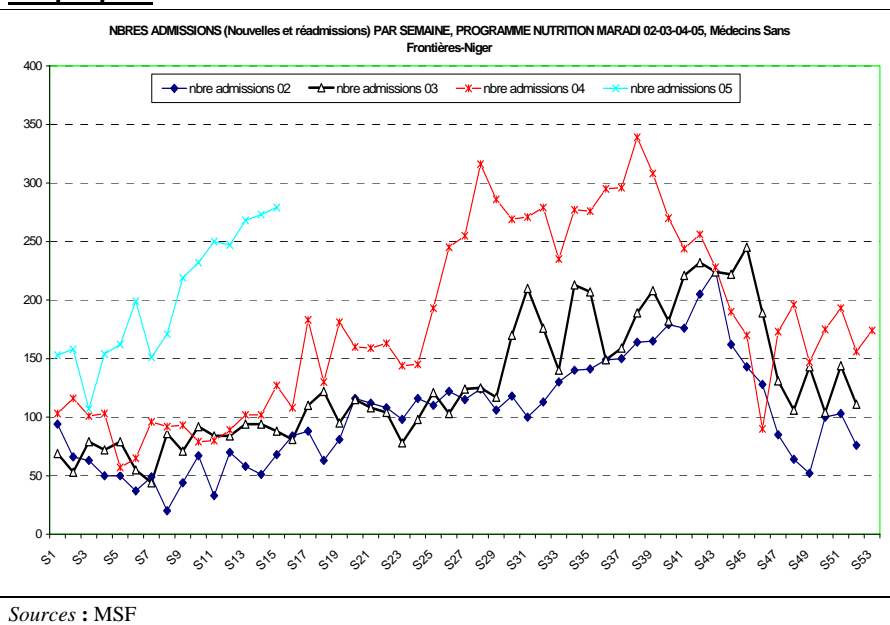
Source : SAP/GC ; Graphique : FEWS NET

RISQUES ACTUELS

Les ménages pauvres des zones les plus affectées s'alimentent principalement de grains sauvages (*hanza*) caractérisés par leurs faibles apports calorifiques. Il est estimé que 2 repas sur 3, consommés par le ménage pauvre sont constitués d'herbes et de grains sauvages en avril. Les provisions occasionnelles en céréales proviennent d'une solidarité de plus en plus limitée par la généralisation de la précarité et des ventes de céréales à prix modérés souvent caractérisées par l'insuffisance des stocks.

L'accès des enfants à un lait maternel suffisant est négativement affecté par la pauvre alimentation des mères soumises aux longues distances nécessaires à la cueillette des produits sauvages et aux difficultés d'accès aux marchés céréaliers. Cumulés au coût des soins médicaux, la situation expose, en avril, les enfants à une malnutrition dont le taux s'est significativement accru entre janvier et avril lorsque comparé aux années précédentes (Graphique 2). Les données recueillies par Médecins sans Frontières, suite au suivi de leurs centres à Maradi reflètent la tendance à une augmentation hebdomadaire du nombre d'enfants malnutris admis pour des soins.

Graphique 2 : Evolution du nombre d'admissions d'enfants malnutris



Sources : MSF

DES PERSPECTIVES DIFFICILES POUR LE BETAIL ENTRE MAI ET AOUT 2005

Organiquement affaiblis et concentrés dans les poches précaires de pâturage, les animaux de la zone agro pastorale et pastorale qui font face à la rareté grandissante de la nourriture et les longs déplacements, auront besoin dès en mai, d'un apport en suppléments nutritionnels, en vue de lutter contre les maladies opportunistes et entamer la remontée vers le nord.

Les actions d'assistance, prévues dans le programme consensuel d'urgence, doivent garantir la proximité des produits alimentaires

pour bétail, y compris autour des couloirs de passage et être vendus à des prix qui les rendent accessibles à l'éleveur pauvre. Des soins préventifs de vaccination et curatifs devraient être dispensés aux animaux en vue de pallier aux cas d'épidémies potentielles.

DES INSUFFISANCES DE SEMENCES QUI RISQUENT D'HYPOTHEQUER LES SEMIS DANS CERTAINES ZONE AGROPASTORALES

Les ménages pauvres ont procédé, dès en octobre 2004, à la préservation d'une petite partie de leur récolte, en vue de son utilisation comme semence dès l'avènement de la saison agricole. Les difficultés croissantes d'accès à la nourriture, entre novembre et avril, ont contraint une grande partie des ménages pauvres à consommer leur stock semencier, s'exposant ainsi à des difficultés d'accéder à des variétés locales adaptées avant le démarrage de la saison agricole.

En vue de prévenir des cas d'avortements et des productions céréalières médiocres, dues à des semis effectués sur la base de céréales inappropriés, un programme urgent d'allocation de semences adaptés aux exigences locales devrait permettre aux populations pauvres de la zone agro pastorale de procéder à des semis potentiellement productifs.

SITUATION DES MARCHES

La faiblesse de la disponibilité de céréales dans les zones agro pastorales est attestée par des insuffisances de produits céréaliers dans les marchés locaux de proximité. Le mil se vend à 21 000 FCFA le sac de 100 kg à N'Guigmi. Les ménages pauvres demandeurs, dont le pouvoir d'achat s'est nettement dégradé, se procurent le mil par un achat en détails en raison de 550 FCFA le kg (Graphique 3).

La faiblesse croissante des marges bénéficiaires des commerçants, due aux prix élevés et aux risques liés à la mévente, constitue un obstacle au transfert des céréales des zones excédentaires du sud vers les zones déficitaires du nord du pays.

L'avènement imminent de la saison hivernale pourrait provoquer une détérioration des routes rurales et se traduire par une plus grande réticence des opérateurs économiques à déplacer leurs produits alimentaires vers certaines localités. Mais un démarrage précoce de la saison suivi de pluies régulières pourrait provoquer une tendance des prix à la baisse à la faveur du déstockage des céréales détenues par les ménages, les coopératives et les commerçants.

Dans les marchés de bétail, les prix de tous les types d'animaux continuent à baisser malgré la demande exercée par les commerçants du Nigeria. La tendance est, en grande partie, favorisée par les coûts élevés liés à l'alimentation des animaux.

SECURITE ALIMENTAIRE ET MODES DE VIE DES MENAGES

Etat des sources de nourriture alimentaire et modes de vie des ménages : Etat des sources de nourriture, de revenus, et de dépenses des ménages pauvres de la zone agropastorale

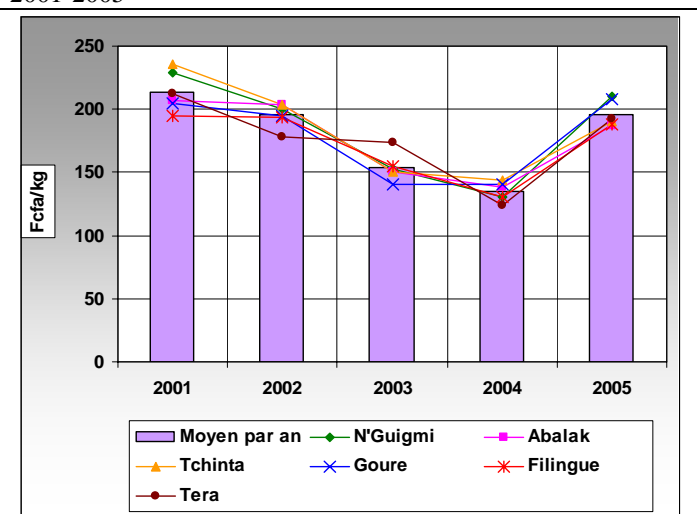
Dans les zones les plus affectées des régions agro pastorales, la dégradation avancée de toutes les ressources naturelles et l'exode rurale, qui a provoqué le départ de 60% des habitants de certaines localités (Nord Filingué) vers principalement le sud du pays, la Côte d'Ivoire, le Nigeria et la Libye, ont provoqué des changements qualitatifs sensibles au sein des économies locales :

- une modification de la catégorisation économique des ménages avec une absence notoire de la grande partie des forces productives et la présence presque exclusive des personnes âgées, des malades et des enfants souvent limités dans leurs capacités à créer des richesses locales ;
- un ralentissement des activités économiques locales, y compris les petits emplois liés à la couture des habits, la boucherie et le transport.

L'affaiblissement conjoncturelle des économies locales se traduit par une diminution des revenus dont les ménages ont pourtant besoin pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

Face aux énormes dépenses d'énergie liées à l'accès au bois et la paille, de plus en rare et distant du village, les membres ménages

Graphique 3 : Evolution interannuelle du prix du mil : Avril 2001-2005

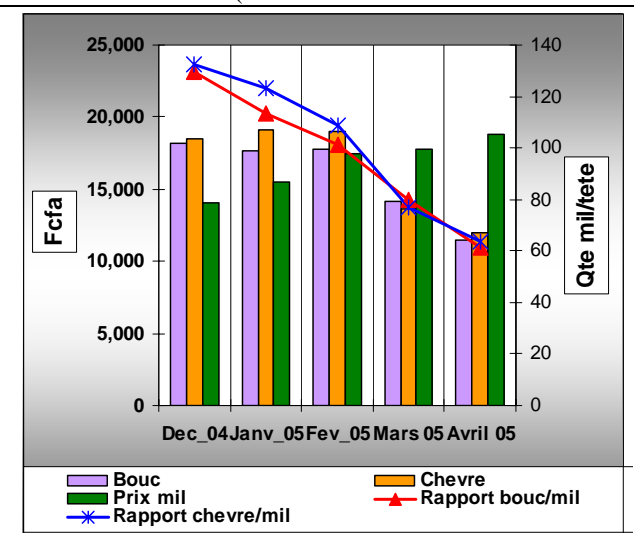


Source : SIMA ; Graphique : FEWS NET

pauvres mobilisent plutôt leurs revenus, en avril, par la vente des petits ruminants jusque là préservés par les femmes, les apports de l'exode et de la solidarité.

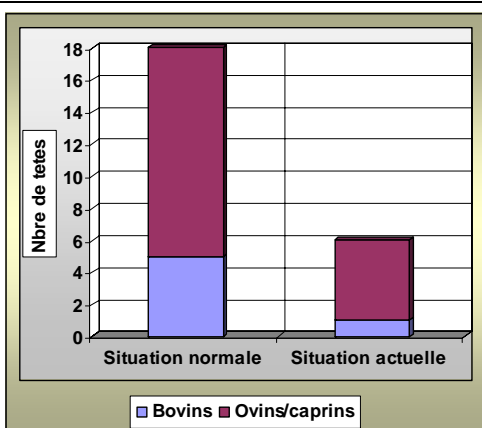
La vente accélérée d'une grande partie du bétail du ménage pauvre, provoquée par les pressions alimentaires et le coût d'entretien de l'animal, a engendré une décapitalisation qui rend le ménage encore plus vulnérable à l'insécurité alimentaire. La vente s'est effectuée selon des termes de l'échange défavorables au vendeur (Graphique 4). Des charges financières conjoncturelles, liées, en cette période de l'année, aux dépenses inhérentes à préparation des champs contribuent à une augmentation des sources de dépenses des ménages. Ces dépenses sont estimées en moyenne à 7 235 FRS/par champs ; elles sont réparties selon les types de travaux (Graphique 6).

Graphique 4 : Evolution des termes d'échange bouc et chèvre/mil à Abalak (Tahoua: Décembre 2004-Avril 2005



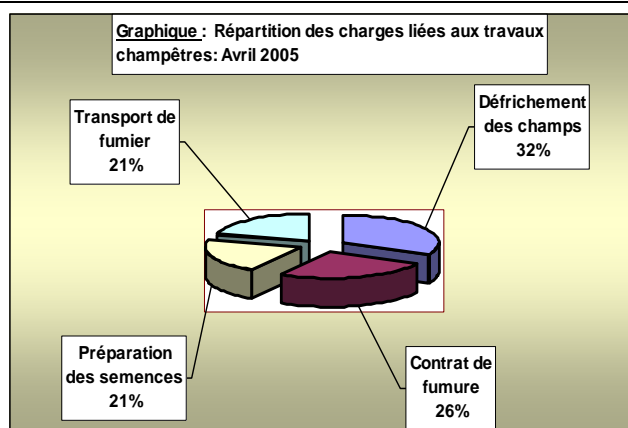
Source : SIMA, SIMB ; Graphique : FEWS NET

Graphique 5 : Niveau de la décapitalisation du bétail des ménages pauvres en zone agropastorale



Sources : FEWS NET ; Graphique : FEWS NET

Graphique 6 : Dépenses liées à la préparation des champs



Sources : FEWS NET ; Graphique : FEWS NET

ETUDE DE CAS : PLAN D'ACTION DE LA LUTTE CONTRE LES CRIQUETS PELERINS

Les perspectives d'une nouvelle infestation des cultures agricoles de la prochaine saison ont amené la Direction de la Protection des végétaux à engager une réflexion consensuelle sur son programme d'action. Le document soumis à l'appréciation des partenaires proposait 3 scénarii d'invasion acridienne sur la base des superficies pouvant être infestées respectivement équivalentes à 100 000 ha, 300 000 ha et 500 000 ha (Tableau 1).

Tableau 1 : Hypothèses de planification de la lutte contre le criquet pèlerin

Scénario	Hypothèse	Hypothèse
Scénario 1	Traitement de 100 000 ha (hypothèse basse)	- Développement des populations autochtones - Infestation de la bande pastorale et une importante frange de la zone agropastorale
Scénario 2	Traitement de 300 000 ha (hypothèse moyenne)	- Existence d'un important effectif de populations autochtones - Infiltration d'essaims venant du Mali et de l'Algérie
Scénario 3	Traitement de 500 000 ha (hypothèse haute)	- Infestation plus importante

Sources : DPV ; Graphique : FEWS NET

A chaque scénario correspond des hypothèses d'infestation liées à la provenance des prédateurs et aux moyens financiers et logistiques devant être mobilisés.

Tirant les expériences des mécanismes de coordination, de prospection et de traitement mis en place en 2004, la DPV et ses partenaires ont recommandé :

- La mise en place d'une cellule information/communication au sein de la coordination nationale et la centralisation de la situation au jour le jour avec un point de presse journalier centré sur la diffusion des résultats quotidiens de prospection et de traitement ;
- Le renforcement des coordinations régionales existantes et la formation de comités ad hoc chargés de la gestion des moyens matériels et humains ;
- Des équipes de prospection, de traitement terrestre et aérien avec une grande implication des brigades phytosanitaires villageoises ;
- Un suivi environnemental et toxicologique centré sur la vérification de l'efficacité des produits et leurs effets sur l'eau et la faune.